

Sondage présidentiel : Juppé plane, Macron dévisse

L'enquête mensuelle BVA - Salesforce - Orange pour la presse quotidienne régionale livre des positions figées. Macron et Montebourg ne profitent pas de la faiblesse de Hollande

Et un sondage de plus, un ! C'est peu dire que les enquêtes d'opinion en vue de la présidentielle tombent comme à Gravelotte. A ce rythme, l'indigestion menace, si elle n'est pas déjà là. Ceci étant, le baromètre mensuel BVA - Salesforce d'octobre (1) donne malgré tout quelques indications à considérer. Elles sont, grosso modo, au nombre de cinq. La première est qu'Alain Juppé continue à caracoler en tête des intentions de vote, étoffant même son matelas, tandis que Nicolas Sarkozy reste à des niveaux bien inférieurs. Pour autant, et ce n'est pas négligeable, l'ancien chef de l'Etat remplirait sans grande difficulté à l'Elysée s'il parvenait à remporter la primaire.

Hollande embourbé
Car, c'est le deuxième enseignement de ce sondage présidentiel, Marine Le Pen campe sur ses positions. A savoir qu'elle semble toujours aussi bien partie pour s'assurer tranquillement une place au second tour et... toujours aussi mal partie pour en sortir gagnante. A gauche? Passons très vite



sur la situation de François Hollande, invariablement voué, à ce stade, à jouer le faire-valoir s'il se présente.

Quels que soient ses adversaires, il n'apparaît jamais en mesure de franchir l'obstacle du premier tour.

Plus instructif est de constater que le potentiel électoral d'Emmanuel Macron semble faiblir. Par rapport au

même sondage BVA du mois dernier, il voit ses intentions de vote refluer entre 11 et 14 %, alors qu'il pouvait en

espérer entre 16,5 et 18,5 % en septembre. Sans nul doute paie-t-il le flou qui entoure son projet. Alain Juppé est, au passage, celui auquel profite le plus ce coup de mou de l'ancien ministre de l'Economie. Opposé à Macron au 1^{er} tour, il obtiendrait 33 % des intentions de vote, contre 26 % seulement le mois dernier.

Montebourg patine

Le même constat d'enlèvement vaut pour Arnaud Montebourg. Le Bourguignon peine à insuffler une dynamique à sa campagne et à apparaître comme une alternative crédible. S'il était le candidat de la gauche, il n'est crédité que de 9 à 10 %, selon les hypothèses.

Toutes ces conjectures sont bien évidemment sujettes à infinement de précautions et de chamboulements, à l'heure où, hormis Mélenchon et Marine Le Pen, on ne connaît quasiment aucun de ceux qui seront vraiment en lice à la présidentielle, à droite comme à gauche...

THIERRY PRUDHON

1. Enquête conduite par Internet du 14 au 16 octobre, auprès de 916 Français représentatifs inscrits sur les listes électorales.



Par
CLAUDE WEILL

La leçon de Duflot

Ce coup-là, personne ne l'avait vu venir. Après, bien sûr, les explications se bousculent. La culture politique des écologistes, qui n'aiment rien tant que couper les têtes qui dépassent - souvenez-vous de Nicolas Hulot. La personnalité urticante de Cécile Duflot, souvent décrite comme manœuvrière, clanique et opportuniste. La faillite collective d'Europe Écologie-Les Verts, sa ligne politique illisible, ses querelles de chapelles, ses schismes à répétition.

Bref, pour reprendre la formule cruelle de Daniel Cohn-Bendit, qui connaît bien la maison, les électeurs écolos ont fait payer à leur ancienne patronne « le moi-moi-moi » : puisque « Europe Écologie c'était elle, et que c'est une catastrophe politique, ils l'ont éjectée ». Il n'empêche. Personne n'avait envisagé que la cofondatrice d'EELV puisse se faire sortir au premier tour d'une primaire où elle faisait figure de grande favorite, elle qui se faisait fort d'accéder... au second tour de l'élection présidentielle. Plus dure est la chute. Même si l'affaire n'a pas mobilisé

les masses (12 343 votants seulement), l'humiliation infligée à Cécile Duflot doit être prise pour ce qu'elle est : une illustration, une de plus, du fossé qui s'est creusé entre la « base » et le « sommet » ; du rejet des jeux d'appareils et des pratiques carriéristes ; de l'envie de chamboulement qui règne dans le pays.

La leçon est à méditer. Elle confirme ce qui se dessine dans les sondages pré-primaires : il n'y a pas de position acquise. Pas de droit de préemption. Il ne suffit pas, pour s'imposer, de tenir l'appareil ou de montrer ses galons.

Ceux qui croient pouvoir se reposer sur leurs états de service risquent de déchanter : ils devront aussi rendre compte de leurs échecs. Cela vaut pour François Hollande, qui a longtemps espéré pouvoir échapper à la corvée de primaires et s'imposer comme le candidat « naturel » de son camp ; cela vaut pour Nicolas Sarkozy, qui croyait qu'ayant conquis la présidence des Républicains, il recouvrerait son leadership perdu et terrasserait ses rivaux. Cela vaut pour Alain Juppé, qui aurait tort de se croire trop vite arrivé. Cela vaut pour tous. Avec ces primaires, nous ne sommes pas au bout de nos surprises. L'élimination de Cécile Duflot est le premier coup de théâtre de la séquence en cours. Ce n'est sans doute pas le dernier.

« Elle confirme ce qui se dessine dans les sondages pré-primaires : il n'y a pas de position acquise. »

En bref

La polémique enfle après les propos jugés antisémites de J.-F. Poisson à Var-matin

Dans une interview accordée à *Var-matin* parue mercredi, Jean-Frédéric Poisson, l'un des sept candidats à la primaire de la droite et du centre, a estimé que Hillary Clinton était « soumise aux lobbies sionistes ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) demande « une sanction exemplaire ». Poisson sera-t-il exclu de la primaire de la droite et du centre? C'est en tout cas le souhait que laissait entendre le Crif. La commission d'organisation de la primaire s'est elle aussi emparée de la polémique. Son président, le député des Hauts-de-Seine Thierry Solère (un proche de Bruno Le Maire), a ainsi affirmé à nos confrères de France Info que ces propos et la suite qui leur sera donnée seront examinés lors de la prochaine réunion, prévue le 26 octobre.